

Débat d'orientations budgétaires : Des efforts drastiques sont proposés



Débat d'orientations budgétaires : Des efforts drastiques sont proposés

Vendredi 7 mars s'est tenue dans l'hémicycle du Département le débat d'orientations budgétaires sous la présidence de Céline Salles en l'absence de Philippe Dupouy ayant perdu son père en début de semaine. La vice-présidente rentra d'entrée dans le vif du sujet en affirmant que « nous traversons une crise internationale sans précédent depuis la seconde guerre mondiale, risquant de faire basculer les pays européens dans une économie de guerre ». Le ton est donné pour rappeler que les budgets départementaux sont votés à l'équilibre « contrairement ceux de l'Etat, nous ne pouvons être tenus pour responsable du gouffre financier abyssal creusé par Emmanuel Macron et ses Premiers Ministres ».

Cela amène la collectivité à limiter ses accompagnements et rechercher la moindre économie. Parmi les décisions difficiles la fermeture du collège de Cazaubon qui est actuellement en sursis tout comme « le maintien des établissements en milieu rural tributaire du déclin démographique et de baisse des effectifs scolaires ». Le Département suggère de mettre en place avec les diverses communautés éducatives un terrain d'innovation dans la lutte contre la désertification scolaire et pour l'attractivité des territoires ruraux.

Après avoir souligné les grands succès des producteurs et éleveurs gersois au SAI de Paris (143 médailles et de nombreux prix), fut abordé les élections de la Chambre d'agriculture. Le Département en prend acte et espère « avoir la possibilité de travailler avec la nouvelle équipe mais si nous constatons des orientations opposées à nos objectifs et qui ne va pas dans le sens l'intérêt des agriculteurs, nous le ferons savoir et cesserons toute collaboration ».

Quant au Débat d'Orientation Budgétaire « après les atteroiements nationaux dans la construction du Projet de Loi des Finances, les répercussions se chiffrent à 8,5 millions d'euros » alors que les restes à charge des aides sociales augmentent de 7% passant de 36, 7 millions d'euros en 2024 à 42,1 millions d'euros.

Pour sa part, Lydie Toison, rapporteur du budget, affirme que « le département moteur de la solidarité humaine et territoriale est largement « empêché » pour cet exercice 2025. Le DOB présenté ce jour en est le reflet cruel, des efforts drastiques sont proposés mais ils restent, en valeur absolue, insuffisants ». En clair cela veut dire que le Département ne pourra plus avoir le même niveau d'intervention dans tous les domaines y compris en accentuant les économies de fonctionnement et en limitant l'investissement global.

Ils ont dit :

Isabelle Tintané : « Nous sommes contraints à 7 millions d'économie, personne ne sera épargné, ce sera un tournevis fort brutal ».

Bernard Ksaz : « Si nous avons les mêmes ponctions l'an prochain, le Département ne sera plus une collectivité, nous serons des agences déléguées de l'Etat ».

Michel Gabas : « Nous arrivons au bout du système, on est au point final de la décentralisation »



P1870226.JPG